

Nombre de membres  
En exercice : 15  
Présents : 11  
Votants : 11

## **DÉLIBÉRATION**

**D01364-2026-013**

### **Séance du 10 mars 2026**

**L'AN DEUX MIL VINGT-SIX  
ET LE DIX MARS À 20 HEURES 30,**  
le Conseil Municipal de cette Commune  
dûment convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la  
loi, dans la salle de réunion, sous la présidence de M. SALLET Jacques,  
Maire.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 5 mars 2026.

Présents : CAVILLON Hervé, CHARVET Aurélien, COURTOIS Sandrine,  
FAVIER Alexis, GINAS Frédérique, HENRY DIT GUILLAUMIN  
Stéphane, PAUGET Antoine, PERTUIZET Anaïs, SALLET Jacques,  
SYLÉNÉ Florine, VÉLON Guillaume.

Excusée : BOUTON Chloé.

Absents : BREVIER Jacqueline, GRÉGAUT Magali, MABILEAU Loïc.

Secrétaire de séance : FAVIER Alexis.

---

#### **OBJET Comptabilité M57 : fongibilité des crédits.**

M. le Maire explique à l'Assemblée que le passage au plan comptable M57 a supprimé le chapitre 022 « dépenses imprévues » mais donne la possibilité d'effectuer des virements de chapitre à chapitre à hauteur de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

M. le Maire rappelle que la délégation de la fongibilité des crédits a été votée par délibération n° D01364-2022-039 du 28 juin 2022 en vue du passage à la comptabilité M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Il précise que cette délégation doit faire l'objet d'une délibération à chaque vote du budget.

M. le Maire ajoute que la fongibilité des crédits permet une gestion de la comptabilité sans attendre la réunion du conseil municipal. Il rappelle qu'il est tenu d'informer l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de la plus proche séance du conseil municipal.

Il invite l'assemblée à se prononcer sur la délégation l'autorisant à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel dans les conditions définies par la loi.

M. le Maire précise que le budget primitif 2026 s'élève à 604 620,18 € de dépenses réelles en section de fonctionnement et à 648 564,44 € de dépenses réelles en section d'investissement. La règle de fongibilité des crédits porte donc en 2026 au maximum, sur 45 346,51 € en fonctionnement et sur 48 642,33 € en investissement.

Vu l'article 106 de la loi n° 2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'article 3 de la délibération n° D01364-2022-039 du 28 juin 2022 adoptant la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Considérant la nécessité, pour le bon fonctionnement de la commune de permettre au maire de prendre certaines décisions sans avoir à revenir devant le conseil municipal préalablement ;

**Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

AUTORISER, pour l'année 2026, le Maire, à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**AUTORISE**, pour l'année 2026, le Maire, à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

À Saint-Jean-sur-Reyssouze, le 10 mars 2026

Le Maire,  
Jacques SALLET

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le

et publication ou notification  
du

